

AFFAIRE DES MAGISTRATS FAUSSAIRES

Mellouk Benyoucef condamné
à 4 mois de prison ferme

C'est en début de matinée d'hier, que le tribunal correctionnel de Sidi-M'hamed a rendu son verdict dans l'affaire en diffamation ayant opposé l'ex-ministre des Moudjahidine Mohamed Djeghaba à Benyoucef Mellouk, l'ex-inspecteur juridique du ministère de la Justice, à l'origine de l'éclatement de l'affaire des «magistrats faussaires».

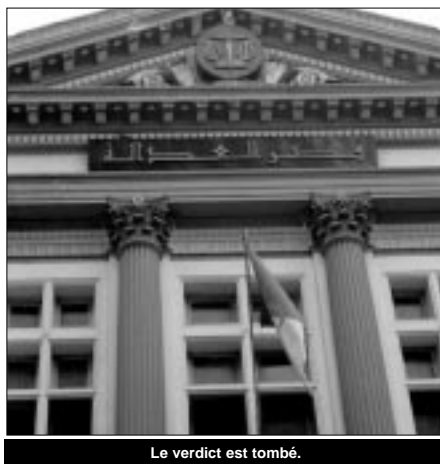
Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Benyoucef Mellouk, et contre toute attente, a été condamné à quatre mois de prison ferme.

Une condamnation que le mis en cause a qualifiée «de véritable condamnation de la vérité». Une phrase, une seule phrase lâchée à chaud par Benyoucef Mellouk avant de quitter la salle d'audience. «Ils ont condamné la vérité», dira celui qui était chargé par la chancellerie d'assainir les rangs des magistrats. Pour rappel, lors de son procès qui a eu lieu il y a de cela une semaine, le représentant du ministère public a requis six mois de prison ferme contre Mellouk Benyoucef, alors que l'avocat de la défense a plaidé l'acquiescement de son client pour inexistence de preuve.

L'avocat, dans un arabe soutenu, a avancé ses arguments en déclarant que «l'affaire remonte à 1992 et que la plainte n'a été déposée qu'en 1999, d'où la question de se demander s'il n'y a pas eu d'intervention d'en haut». Il ajoutera également que «Mellouk n'a jamais parlé de cette affaire dans la presse».

«C'est suite à un compte-rendu d'audience de presse que la partie civile a décidé de porter l'affaire devant la justice.

Et comme vous le savez, il y a immunité à l'audience, sinon quiconque décidera d'ester en justice un procureur, un journaliste, un juge suite à des propos de compte-rendu d'audience. Et je crois que dans le cas de Mellouk, il n'y a pas d'outra-



Le verdict est tombé.

ge à magistrat» a plaidé Mokrane Aït Larbi. Par ailleurs, il y a lieu de noter qu'un comité de soutien composé d'anciens Moudjahidine a rendu publique une déclaration de soutien à Mellouk. Présidé par Chemseddine Boudjedra, les membres de ce comité ont indiqué qu'à travers cette initiative, «nous

voulons exprimer à M. Mellouk Benyoucef qu'il n'est pas seul dans ce combat et de rappeler aux faussaires de la révolution, aux opportunistes usurpateurs des libertés et aux conspirateurs, que l'esprit et la lettre de la révolution de Novembre 1954 sont toujours vivaces dans nos pensées et nos âmes». **A. B.**

PEUGEOT ALGÉRIE

Lancement d'une solution de crédit

Peugeot Algérie vient de lancer sa propre solution de financement d'achat de véhicules.

Nabil M. - Alger (Le Soir) - Accessible aux clients particuliers, aux professionnels ainsi qu'à la catégorie des non salariés, la particularité de cette offre jumelée avec l'établissement financier Cetelem est de simplifier la tâche aux clients intéressés, le tout dans une action engagée au côté du client.

En outre, toutes les démarches sont effectuées au sein même des showrooms de la marque au



Accessible à tous.

lion. L'acquéreur ne traite aussi bien pour les qu'avec le même agent démarches liées aux crédits

que celles liées à l'aspect commercial.

En effet, le client est pris en charge par le vendeur qui l'assiste et le conseille dans son choix de véhicules.

Selon M. Alexis Riocreux, responsable de Peugeot financement, une équipe de 4 délégués commerciaux itinérants assurera la formation continue des vendeurs et veillera également au bon déroulement des opérations.

Le conférencier a également précisé que le postulant à cette solution de financement est à même d'avoir une réponse de principe dans un délai qui n'excède pas 15 minutes.

Le financement peut atteindre 90% de la valeur du véhicule remboursable sur une durée maximum de 60 mois. M. Riocreux a souligné que l'accès au crédit ne se fait pas sur la base d'une valeur absolue des salaires mais plutôt sur une approche souple qui détermine les capacités de remboursement du concerné. Les taux d'intérêt pratiqués varient entre 6.90% et 8.90%.

Il est attendu que Peugeot financement atteigne 40% des ventes durant l'exercice commercial 2008. A noter enfin que Peugeot financement est lancé à partir d'aujourd'hui dans tout le réseau du concessionnaire.

N. M.

ILS ONT KIDNAPPÉ
ET VIOLÉ LA FIANCÉE
D'UN CITOYEN À BLIDALes quatre
malfaiteurs sous les
verrous

Z. S., 30 ans, fiancée à un citoyen de Blida n'aurait jamais imaginé qu'un jour, elle pouvait faire l'objet d'enlèvement, de séquestration et de viol collectif en sortant de chez elle pour aller se promener avec son futur mari dans les quartiers périphériques de Blida. Mais c'est ce qui s'est passé la semaine dernière lorsque quatre individus, armés de couteaux, se sont approchés du couple et ont enlevé, au grand dam du fiancé, la fille pour l'emmener dans une cache et la brutaliser pendant plus de deux heures. Heureusement que l'enquête diligentée par les éléments de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya de Blida, suite à la plainte du fiancé, a porté ses fruits. C'est ainsi que les quatre auteurs, âgés entre 17 et 26 ans et habitant les quartiers de Benachour et de Khazrouna, ont été arrêtés en flagrant délit de viol collectif.

Présentés dimanche dernier devant le procureur, ils ont été placés sous mandat de dépôt.

M. B.

Installation
du nouveau
procureur
de la République

Le nouveau procureur de la République près le tribunal de Blida a été installé hier par M. Sahel Abdelhamid, procureur général près la cour de Blida ainsi que par M. Hamdi Bacha El Hadi, président de la même cour.

La cérémonie d'installation qui s'est déroulée dans la salle d'audience du tribunal de Blida, a permis à M. Amrouche Abdelkader, nouveau procureur de la République, d'être présenté à l'ensemble du collectif des magistrats.

Ayant exercé de mars 2005 à janvier 2008 au tribunal de Blida, M. Amrouche dirigera désormais le parquet de Blida en remplacement, rappelons-le, de M. Nedjar Segheir, promu au rang de procureur général adjoint.

Notons que l'affectation de M. Amrouche au tribunal de Blida est considérée comme une promotion.

M. B.

LAKHDARIA
Explosion de gaz
dans un immeuble

Hier, aux environs de 8h, une explosion de gaz a eu lieu au niveau du quartier La Capère, situé à la sortie ouest de la ville de Lakhdaria, à 40 km au nord-ouest de Bouira. Selon des témoignages crédibles, l'explosion qui a occasionné la destruction du mobilier et des appareils électroménagers se trouvant dans la cuisine, a causé également des blessures plus ou moins graves à deux personnes, le père et sa petite fille.

Evacués vers l'hôpital de la ville par la Protection civile qui est intervenue immédiatement, les deux blessés sont hors de danger, nous affirme-t-on. Dans l'après-midi, nous avons appris que le père a quitté l'hôpital alors que la fille a été gardée en observation.

Concernant l'origine de l'explosion, un responsable de la Protection civile de Bouira nous dira que cela est dû à une fuite de gaz et que, fort heureusement, la bouteille de butane se trouvant au niveau de la cuisine, n'a pas explosé.

Y. Y.

BOUIRA

Les adjoints d'éducation s'élèvent
contre l'avant-projet du statut particulier

Hier après-midi, plus de 150 adjoints d'éducation venus des quatre coins de la wilaya et issus des collèges et lycées de la wilaya, se sont rassemblés devant le siège de la Direction de l'éducation pour protester contre l'avant-projet du nouveau statut particulier des travailleurs de l'éducation que le ministère de l'Education s'apprête à entériner.

En effet, selon une requête remise au directeur de l'éducation et adressée au ministre de l'Education, les adjoints d'éducation de la wilaya de Bouira rappellent quelques points ayant été relevés dans l'avant-projet du statut particulier des travailleurs de l'éducation. Ainsi, en premier

lieu, ils notent cette injustice qui les frappe au sujet des échelles, en se voyant dégringoler de quatre catégories alors que tous les autres postes l'ont été de trois catégories seulement.

Ensuite, il y a leur privation de la promotion par l'ancienneté adoptée jusque-là pour le poste de surveillant général, lequel poste est tout indiqué pour eux.

Enfin, ils sont été surpris de voir le poste d'adjoint d'éducation principal supprimé. Pour toutes ces raisons, les protestataires interpellent le ministre de l'Education afin de revoir ce statut et les rétablir dans leurs droits les plus élémentaires.

Y. Y.